



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Egalité  
Fraternité*

**Service de l'énergie opérationnelle  
Centre de soutien technique et administratif  
Bureau Achats**

**Approvisionnement en gazoles et supercarburants sans plomb  
au profit du Service de l'énergie opérationnelle (SEO)  
et de ses clients en France hexagonale et en Corse.**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

Numéro de consultation : DAF\_2024\_001882  
Procédure de passation : appel d'offres ouvert.

<b>1</b>	<b>POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
<b>2</b>	<b>OBJET DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1	NATURE DES PRESTATIONS ET CARACTERISTIQUES TECHNIQUES .....	4
2.1.1	<i>Les gazoles.....</i>	4
2.1.1.1	Gazole standard .....	4
2.1.1.2	Gazole biofree .....	5
2.1.2	<i>Supercarburants sans plomb.....</i>	5
2.1.3	<i>Prestations diverses.....</i>	5
2.2	MODES DE DELIVRANCE DES PRODUITS.....	6
<b>3</b>	<b>CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>6</b>
3.1	PROCEDURE DE PASSATION .....	6
3.2	ALLOTISSEMENT .....	6
3.3	FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ .....	6
3.4	TRANCHES.....	6
3.5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	7
3.6	LIEUX DE LIVRAISON .....	7
3.7	VARIANTES.....	7
3.7.1	<i>Variantes obligatoires.....</i>	7
3.7.2	<i>Variantes à l'initiative des soumissionnaires.....</i>	7
3.8	CONSIDERATIONS SOCIALES.....	7
3.9	CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES .....	8
3.10	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	8
<b>4</b>	<b>INFORMATION DES CANDIDATS.....</b>	<b>8</b>
4.1	CONTENU DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION .....	8
4.2	COORDONNEES DES PERSONNES POUVANT RENSEIGNER LES CANDIDATS .....	8
4.3	MODALITES DE RETRAIT ET DE CONSULTATION DES DOCUMENTS .....	9
4.4	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET QUESTIONS .....	9
4.5	MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION.....	9
4.6	VISITE SUR SITE – ECHANTILLONS .....	9
<b>5</b>	<b>CANDIDATURE .....</b>	<b>10</b>
5.1	MOTIFS D'EXCLUSION .....	10
5.2	CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	10
5.3	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	10
5.3.1	<i>Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME).....</i>	10
5.3.2	<i>Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....</i>	11
5.4	PRECISIONS CONCERNANT LES GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....	11
5.4.1	<i>Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques.....</i>	11
5.4.2	<i>Tâches essentielles.....</i>	11
5.4.3	<i>Conditions de présentation.....</i>	11
5.4.4	<i>Forme du groupement.....</i>	12
5.4.5	<i>Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique).....</i>	12
5.4.6	<i>Candidature avec les formulaires DC1 et DC2.....</i>	12
5.5	EXAMEN DES CANDIDATURES.....	12
5.5.1	<i>Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs .....</i>	12
5.5.2	<i>Vérification des motifs d'exclusion .....</i>	14
<b>6</b>	<b>OFFRE .....</b>	<b>14</b>
6.1	PRESENTATION DE L'OFFRE.....	14
6.2	EXAMEN DES OFFRES .....	14
6.2.1	<i>Critères d'attribution .....</i>	15
6.2.1.1	Lots 1, 3, 4, 5 et 6 .....	15
6.2.1.2	Lot 2 de gazole B0 dit biofree .....	15
6.2.2	<i>Méthode d'évaluation des offres.....</i>	15
6.2.2.1	Critère du montant des prestations.....	15
6.2.2.2	Critère d'évaluation technique de l'offre .....	16
6.2.2.3	Critère d'évaluation qualitative de l'offre.....	16

6.2.3	Classement des offres.....	16
6.3	DUREE DE VALIDITE DES OFFRES .....	17
6.4	ÉCHANTILLONS.....	17
<b>7</b>	<b>MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS.....</b>	<b>17</b>
7.1	DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES PLIS .....	17
7.2	MODALITES DE TRANSMISSION DES PLIS .....	17
7.3	PRESENTATION DES DOSSIERS ET FORMAT DES FICHIERS .....	18
7.4	HORODATAGE .....	18
7.5	COPIE DE SAUVEGARDE .....	18
7.6	ANTIVIRUS .....	18
7.7	MODE DE SECOURS DE TRANSMISSION DES PLIS.....	18
<b>8</b>	<b>ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>19</b>
8.1	VERIFICATION DES MOTIFS D'EXCLUSION ; TRANSMISSION DES MOYENS DE PREUVE .....	19
8.2	MISE AU POINT EVENTUELLE .....	20
8.3	SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE.....	20
<b>9</b>	<b>LANGUE.....</b>	<b>20</b>
<b>10</b>	<b>CONTENTIEUX .....</b>	<b>20</b>
<b>11</b>	<b>MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE .....</b>	<b>21</b>
<b>12</b>	<b>ANNEXES ET PIÈCES JOINTES.....</b>	<b>23</b>

## 1 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : Centre de Soutien Technique et Administratif (CSTA)	A l'attention de : Monsieur le commandant du CSTA
Adresse postale : Caserne Thiry – 47 rue Sainte Catherine CS n° 60016 54035 Nancy Cedex	
Téléphone : +33 3 83 19 33 56	
Adresse Internet de la Plate-forme des Achats de l'État (PLACE) : <a href="https://www.marches-publics.gouv.fr">https://www.marches-publics.gouv.fr</a>	Adresses de courrier électronique (courriel) : <a href="mailto:csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr">csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr</a> et <a href="mailto:christine.reuille@intradef.gouv.fr">christine.reuille@intradef.gouv.fr</a>

## 2 OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre porte sur l'approvisionnement en gazoles et supercarburants sans plomb au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale ainsi qu'en Corse.

Il s'agit d'un marché public de fournitures courantes et de services. Le [CCAG-FCS](#), en vigueur à la date de notification de ce marché, s'applique, sauf mentions particulières indiquées dans ce présent document règlement de la consultation (RC) ou dans le cahier des clauses particulières (CCP) de cet accord-cadre.

### 2.1 Nature des prestations et caractéristiques techniques

La nature des produits à fournir et leurs caractéristiques techniques sont détaillées ci-après, étant précisé que pour l'ensemble des spécifications techniques et des normes ci-dessous référencées, les versions applicables aux carburants à fournir sont celles en vigueur et à jour de leurs amendements au jour de la notification de la commande du produit. En conséquence, toute modification des spécifications ou normes imposées par la réglementation ou par la Chambre syndicale du raffinage intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre est appliquée systématiquement et automatiquement sans que l'information soit notifiée par le pouvoir adjudicateur.

#### 2.1.1 Les gazoles

##### 2.1.1.1 Gazole standard

Le gazole à fournir appartient à la catégorie des gazoles désignée sous libellé :

- « Gazoles pour l'alimentation des moteurs thermiques à allumage par compression (numéro d'identification du danger 30) » ;

référéncé comme suit dans la désignation officielle de transport de l'Organisation des Nations Unies (ONU) :

- UN 1202 GAZOLE, GE III, (D/E), DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT.

Il s'agit de **gazole standard**, d'appellation « **F-54** » dans la standardisation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification

CSR 4-0-10 communiquée dans sa version actuellement en vigueur en pièce jointe (PJ) 1 au CCP régissant l'accord-cadre.

#### 2.1.1.2 Gazole biofree

Le **gazole dit Biofree (B0), exempt de biocarburant**, correspond au gazole tel que défini par la CSR 4-0-10 (gazole F-54), exception faite des particularités suivantes :

- il ne contient pas de biocarburant ;
- la tolérance maximale en EMAG (Esters Méthylique d'Acides Gras) est de 1% suivant la norme NF EN 14078 ;
- il présente un point de trouble inférieur à -5 °C suivant la norme NF EN ISO 3015 ;
- il présente une TLF (température limite de filtrabilité) inférieure à -15 °C suivant la norme NF EN 116.

Les valeurs des caractéristiques précisées ci-dessus correspondant aux valeurs saisonnières hivernales de commercialisation du produit, il s'ensuit que le produit ne sera commandé qu'au cours de sa période annuelle de commercialisation par le titulaire.

#### 2.1.2 Supercarburants sans plomb

Les supercarburants à fournir sont des supercarburants sans plomb identifiés sous l'appellation :

- « Supercarburant sans plomb (numéro d'identification du danger 33) » ;

et répondant à la désignation officielle de transport de l'ONU répertoriée :

- UN 1203 ESSENCE, GE II, (D/E), DANGEREUX POUR L'ENVIRONNEMENT.

Les produits à approvisionner sont les suivants :

- **supercarburant sans plomb 95**, appellation OTAN « **F-67** », dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-2-10 communiquée en PJ 2 au CCP régissant l'accord-cadre ;
- **supercarburant sans plomb 98**, appellation OTAN « **XF-68** », dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-3-09 communiquée en PJ 3 au CCP régissant l'accord-cadre ;
- **supercarburant sans plomb 95 à usage de navigation**, appellation OTAN « **XF-67** », incluant les colorants imposés par la réglementation douanière, dont les caractéristiques techniques répondent à la spécification CSR 1-2-10 précitée.

#### 2.1.3 Prestations diverses

En outre, par dérogation aux stipulations de l'article 23.1 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur (PA) peut prescrire au titulaire des prestations diverses, qu'elles soient supplémentaires ou modificatives, par l'établissement d'un bon de commande et dans la mesure des disponibilités du titulaire. Le montant de l'ensemble des prestations diverses ne doit pas dépasser les montants fixés par les articles [R.2194-2 et suivants](#) du Code de la commande publique et les conditions des articles précités doivent être remplies.

Cet accord-cadre est alloué géographiquement en six lots présentés dans l'article 3 ci-dessous.

Il pourra s'agir notamment :

- pour les lots 1 et 6 (France hexagonale et Corse), de gazoles paraffiniques de synthèse ou obtenus par hydrotraitement conformes aux exigences techniques décrites dans la norme française NF EN 15940 dans sa version de mai 2023 ;
- pour les lots 3, 5 et 6 (France hexagonale et Corse), de supercarburant sans plomb 95 E10 conforme aux exigences techniques décrites dans la CSR 1-4-11 ;
- pour l'ensemble des lots :
  - de carburants conditionnés en emballages conformes à la réglementation relative au transport des matières dangereuses (ADR) ;
  - de livraison des produits en vrac en dehors des horaires et jours ouvrables.

La fourniture de ces prestations diverses est subordonnée à l'acceptation préalable par le SEO du devis établi par le titulaire.

Les besoins quantitatifs en prestations diverses sont précisés lors de chaque commande.

## 2.2 Modes de délivrance des produits

Les carburants sont mis à disposition en vrac, « bord cuve » ou « bord camion » :

- par les moyens du titulaire, pour être livrés dans les installations du SEO ou de ses clients (cuves des bénéficiaires ou camions citernes du SEO) ;

ou

- enlevés hors des capacités du titulaire par les moyens du SEO ou d'un tiers fournisseur.

Les carburants pourront également être fournis conditionnés, au titre des prestations diverses mentionnées précédemment.

## 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1 Procédure de passation

L'accord-cadre est passé suivant la procédure d'appel d'offres ouvert.

### 3.2 Allotissement

Les prestations sont réparties en six lots tels qu'identifiés ci-après :

N° du lot	Zone géographique	Intitulé du lot
1	France hexagonale	Approvisionnement en gazole à usage routier de type F-54 au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
2		Approvisionnement en gazole de type Biofree (B0) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
3		Approvisionnement en supercarburant de type SP 95 à usage terrestre (F-67) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
4		Approvisionnement en supercarburant de type SP 98 à usage terrestre (XF-68) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
5		Approvisionnement en supercarburant de type SP 95 à usage de navigation (XF-67) au profit du SEO et de ses clients en France hexagonale.
6	Corse	Approvisionnement en gazole et supercarburants au profit du SEO et de ses clients en Corse.

### 3.3 Forme et étendue du marché

Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire par lot, exécuté par l'émission de bons de commande en application des articles [L.2125-1](#), [R.2162-1 à R.2162-5](#), [R.2162-13](#) et [R.2162-14](#) du Code de la commande publique.

Les volumes annuels estimés, au regard de l'historique issu des années précédentes et du besoin actuellement connu du SEO et de ses clients, et les volumes maximaux contractuels, toutes durées de reconduction comprises, sont précisés en annexe 1 au CCP régissant l'accord-cadre.

### 3.4 Tranches

L'accord-cadre ne comporte pas de tranches.

### 3.5 Durée de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée de **douze mois** qui court, à l'exception du lot 2 dédié à l'approvisionnement en gazole B0 dit biofree, à compter de sa date notification.

Le lot 2 est conclu pour une durée de douze mois à compter du 21 mars 2026, l'actuel contrat d'approvisionnement en B0 s'exécutant jusqu'au 20 mars 2026.

Ces durées s'entendent hors reconductions éventuelles.

L'accord-cadre peut être renouvelé trois fois pour une durée d'un an, par reconduction tacite, à compter de sa date anniversaire sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre ans.

En application des dispositions de l'article [R.2112-4](#) du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction de l'accord-cadre.

### 3.6 Lieux de livraison

Les différents carburants sont délivrés :

- en France hexagonale pour les lots 1 à 5, sur l'ensemble du territoire ;
- exclusivement en Corse pour le lot 6, dédié géographiquement à l'approvisionnement de cette région insulaire ;

sur l'ensemble des sites fixés par le PA, listés en annexe 2 au CCP régissant l'accord-cadre. Elle recense, de manière non exhaustive, les sites de livraison actuellement connus au moment de l'expression du besoin étant entendu que les adresses précises de livraison seront transmises aux futurs titulaires lors de l'envoi de la lettre d'attribution du marché.

Certains départements ne recensent pas de clients à l'heure actuelle. Aussi, il est précisé que la liste des clients peut être modifiée ou complétée par suppression ou ajout d'un nouveau client situé dans les régions figurant en annexes financières, par le pouvoir adjudicateur (PA) ou par toute personne désignée par ses soins à cet effet par simple courrier, notifié au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 2.13.1 du CCP régissant l'accord-cadre.

Le titulaire disposera alors de quinze jours calendaires à compter de la date de notification du courrier pour reconnaître les spécificités pratiques de livraison et faire connaître à l'émetteur de la demande les éventuelles difficultés qui s'opposeraient à la réalisation de la prestation auprès du nouveau client demandeur, avec copie au CLEO et CSTA.

### 3.7 Variantes

#### 3.7.1 Variantes obligatoires

Le PA n'exige pas la présentation de variantes obligatoires.

#### 3.7.2 Variantes à l'initiative des soumissionnaires

Les soumissionnaires ne sont pas autorisés à présenter de variantes à leur initiative.

### 3.8 Considérations sociales

#### Engagement RSE du Ministère

Le ministère des Armées est engagé dans une démarche d'achats responsables avec l'obtention des labels « Égalité professionnelle femmes homme » et « Relations fournisseurs et achats responsables » (RéfAR).

Des informations complémentaires sur les engagements du ministère des Armées et les démarches de labellisation sont disponibles sur le site [www.achats.defense.gouv.fr](http://www.achats.defense.gouv.fr)

En outre ce site a pour objectifs d'accueillir, orienter et informer les entreprises intéressées par les achats émanant du ministère des Armées. Le site publie une information actualisée sur les avis d'appels publics à la concurrence des services acheteurs du ministère par interface avec la plateforme des achats de l'État (PLACE), les prévisions d'achats du ministère et les demandes d'information (DI/RFI) ainsi que les données essentielles.

### 3.9 Considérations environnementales

Sans objet.

### 3.10 Traitement de données à caractère personnel

Cf. article 2.9.4.5 du CCP de l'accord-cadre.

## 4 INFORMATION DES CANDIDATS

### 4.1 Contenu des documents de la consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des éléments suivants :

Règlement de la consultation (RC)	
Annexe 1 au RC	Déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de motifs d'exclusion.
Annexe 2 au RC	Carte de la répartition des zones géographiques d'influence attribuées à chaque ETSEO .
Pièce jointe 1	Présentation du DUME.
Pièce jointe 2	Compléter un DUME rapidement.
Acte d'engagement (ATTRI1)	
Annexes 1.NWE, 1MED 3.NWE , 3.MED et 1.1 à 6.2 à l'ATTRI1	Bordereaux de prix, établis par lot.
Annexe 1.3 à 6.3	Lieux de mise à disposition des carburants à enlever pour chaque lot.
Cahier des clauses particulières (CCP)	
Annexe 1 au CCP	Nature, caractéristiques techniques, volumes annuels estimés et volumes contractuels maximaux de carburants, par lot.
Annexe 2 au CCP	Sites de livraison connus au moment de l'expression du besoin.
Annexe 3 au CCP	Points de contact, jours et heures ouvrées de l'entreprise.
Annexe 4 au CCP	Points de contact du pouvoir adjudicateur.
Annexe 5 au CCP	Renseignements complémentaires.
Pièce jointe 1 au CCP	CSR 4-0-10 du 13/12/2022 (gazole routier)_F-54.
Pièce jointe 2 au CCP	CSR 1-2-10 du 08/10/2020 (supercarburant SP 95 à usage terrestre et de navigation)_F-67 et XF-67.
Pièce jointe 3 au CCP	CSR 1-3-09 (supercarburant SP 98)_XF68.
Pièce jointe 4 au CCP	Guide CHORUS dématérialisation de la facturation.

### 4.2 Coordonnées des personnes pouvant renseigner les candidats

Pour tout renseignement d'ordre administratif, financier ou technique, les coordonnées de contact sont respectivement les suivantes :



Bureau Exploitation du Commandement de la logistique de l'énergie opérationnelle (CLEO)	Renseignements techniques	<a href="mailto:cleo-bexp.conduite.fct@intradef.gouv.fr">cleo-bexp.conduite.fct@intradef.gouv.fr</a> +33 3 83 19 35 46 (ou 34 45 pour les quatre derniers chiffres)
Bureau Achats - Centre de Soutien Technique et Administratif (CSTA)	Renseignements administratifs	<a href="mailto:christine.reuille@intradef.gouv.fr">christine.reuille@intradef.gouv.fr</a> et <a href="mailto:csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr">csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr</a> +33 3 83 19 33 56 (ou 35 10 pour les quatre derniers chiffres)
Bureau Finances - Centre de Soutien Technique et Administratif (CSTA)	Renseignements financiers	<a href="mailto:csta-bf-produits-petroliers.resp.fct@intradef.gouv.fr">csta-bf-produits-petroliers.resp.fct@intradef.gouv.fr</a> +33 3 83 19 34 87 (ou 34 32 pour les quatre derniers chiffres)

### 4.3 Modalités de retrait et de consultation des documents

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

La référence du DCE sur la PLACE est : DAF 2024-001882.

Lors du retrait du dossier de la consultation sur le site Internet, il est fortement recommandé de laisser des coordonnées de courriel valides afin de bénéficier des informations relatives aux mises à jour des documents.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la PLACE notamment [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

### 4.4 Demandes de renseignements complémentaires et questions

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article [R2151-4](#) du Code de la commande publique, le délai de réception des offres peut être prolongé lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans le délai de six (6) jours prévu à l'article [R2132-6](#) du Code précité.

Au sens de l'article [R2151-4 1°](#), est considérée comme étant intervenue en temps utile toute demande formulée par un opérateur économique au moins huit (8) jours avant la date limite de remise des offres. Passé ce délai, la date limite de réception des offres pourra ne pas être prolongée ET les réponses aux questions pourront ne pas être apportées aux opérateurs économiques.

### 4.5 Modification des documents de la consultation

En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est prolongé dans les conditions fixées par l'article [R.2151-4 2°](#) du Code de la commande publique.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un opérateur économique aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

### 4.6 Visite sur site – Echantillons

Sans objet.

## 5 CANDIDATURE

### 5.1 Motifs d'exclusion

Conformément aux [dispositions du Code de la commande publique](#) relatives aux exclusions de plein droit et aux exclusions à l'appréciation du PA, les personnes se trouvant dans un des cas d'exclusion sont exclues de la procédure.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'exclusion, il en informe sans délai le PA qui l'exclut pour ce motif.

En cas d'exclusion à l'appréciation du PA, l'opérateur économique présente, à la demande du PA, ses observations afin d'établir qu'il a pris les mesures nécessaires et que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

### 5.2 Conditions de participation

Une même personne morale ou physique ne peut représenter plus d'un opérateur économique pour une même procédure.

En application des dispositions de l'article [L.2142-1](#) du Code de la commande publique, les opérateurs économiques devront disposer des moyens techniques, humains et financiers suffisants au regard de l'importance des prestations à réaliser.

Pour la sélection des candidats, il sera tenu compte des garanties professionnelles et financières.

Les garanties financières seront jugées au regard des trois derniers chiffres d'affaires réalisés.

Les garanties techniques et professionnelles seront appréciées au vu des compétences (qualifications) et des moyens du candidat ainsi que de ses références pour des prestations similaires dans le domaine d'application du présent contrat, réalisées au cours des trois dernières années (indication des montant, date et type de destinataire, public ou privé).

Les entreprises nouvelles qui ne disposent pas de l'intégralité des documents demandés au regard des trois dernières années fourniront les éléments dont elles disposent depuis leur création.

#### **Niveau minimal spécifique exigé**

L'opérateur économique devra disposer :

- de la capacité (ou capacité confiée à un tiers) à fournir des certificats d'incorporation ou de teneur en biocarburants ;
- des moyens de contrôle qualité accrédités propres à l'entreprise ou confiées à un tiers dont les références seront transmises, pour garantir de la conformité du produit aux spécifications mentionnées au cahier des charges ;
- de la capacité à délivrer les carburants objets du lot, quels que soient les régimes fiscaux applicables.

### 5.3 Présentation de la candidature

Les candidats ont le choix de présenter leur candidature :

- préférentiellement, sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE ;
- sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2.

#### **5.3.1 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)**

Les candidats peuvent présenter leur candidature en renseignant le formulaire DUME accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- depuis l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>.

Le DUME a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public (critères d'exclusion et de sélection).

Les opérateurs économiques complètent leur propre DUME (DUME Opérateur) sur la base des

éléments requis dans le DUME acheteur, puis le joignent ou le valident sur le profil d'acheteur lors du dépôt de leurs plis.

Les parties II (informations concernant l'opérateur économique), III (motifs d'exclusion), IV (critères de sélection) et le cas échéant V (réduction du nombre de candidats qualifiés) du formulaire sont à renseigner.

Des renseignements complémentaires au sujet du DUME électronique sont disponibles à l'adresse URL suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Seul le DUME au format XML a valeur probante.

Le candidat transmet le formulaire DUME ou son lien d'accès en complément des documents listés à l'article 5.5.1 ci-après.

### **5.3.2 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2**

Les candidats renseignent et transmettent les renseignements suivants :

- lettre de candidature ou formulaire DC1, (téléchargeable à partir du lien daté ;
- déclaration du candidat ou formulaire DC2, (téléchargeable à partir du lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>), ou équivalent, dûment complété et daté.

En cas de candidature groupée, le DC2 est renseigné par chaque membre du groupement.

La candidature par formulaire DC1 et DC2 doit être complétée par les documents listés à l'article 5.6.1 ci-après.

## **5.4 Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques**

Un service de bourse à la cotraitance est proposé sur le portail « entreprises » du profil d'acheteur de l'État (Plateforme PLACE) utilisé par les ministères et les établissements publics d'État.

Ce service entend faciliter les contacts des entreprises entre elles qui souhaitent répondre à des marchés publics de manière groupée sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques.

Des fiches explicatives et le mode d'emploi de ce service sont disponibles aux adresses suivantes :

- [https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions\\_services/dae/doc/Bourse\\_cotraitance\\_mode\\_emploi6.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dae/doc/Bourse_cotraitance_mode_emploi6.pdf)
- <https://www.economie.gouv.fr/dae/bourse-a-cotraitance-service-pour-aider-entreprises>.

### **5.4.1 Motifs d'exclusion en cas de groupement d'opérateurs économiques**

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, le pouvoir adjudicateur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement.

À défaut, le groupement est exclu de la procédure.

### **5.4.2 Tâches essentielles**

Sans objet.

### **5.4.3 Conditions de présentation**

Dans le cadre de la consultation, le pouvoir adjudicateur n'autorise pas le candidat à présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements d'opérateurs économiques ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements d'opérateurs économiques.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du

groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

L'appréciation des capacités du groupement est globale.

#### **5.4.4 Forme du groupement**

La forme du groupement n'est pas imposée au stade de la procédure de passation mais le groupement attributaire devra adopter la forme du groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. Le groupement solidaire garantit au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur en cas de défaillance d'une des entreprises du groupement.

Chacun des membres du groupement est engagé sur la partie des prestations qui lui est attribuée par l'accord-cadre.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

#### **5.4.5 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen électronique (DUME électronique)**

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

#### **5.4.6 Candidature avec les formulaires DC1 et DC2**

Dans le cas d'un groupement d'opérateurs économiques :

- il est recommandé de renseigner un seul formulaire DC1.

Chaque membre du groupement peut, toutefois, remplir un formulaire DC1 ; le dossier de candidature sera alors constitué d'autant de formulaires DC1 que de membres du groupement. Dans ce cas, il appartient à chacun des membres de renseigner, de manière identique, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation du mandataire (rubrique G) ;

- le formulaire DC2 est renseigné par chaque membre du groupement.

### **5.5 Examen des candidatures**

Les documents justificatifs concernant l'aptitude et les capacités ainsi que les moyens de preuve relatifs aux motifs d'exclusion ne sont demandés par le pouvoir adjudicateur qu'au(x) soumissionnaire(s) auquel(s) il est envisagé d'attribuer le marché public.

Si le pouvoir adjudicateur constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé avec la demande de complément.

Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées.

#### **5.5.1 Vérification des conditions de participation : liste des documents justificatifs**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs lorsque le pouvoir adjudicateur peut les obtenir :

- directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Le candidat n'est pas tenu de fournir les documents justificatifs déjà transmis au pouvoir adjudicateur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique les

moyens de preuves concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles ces moyens de preuve ont déjà été transmis.

Les documents justificatifs concernant les aptitudes et capacités sont :

- un *DUME* validé au format XML,
- ou
  - une lettre de candidature ou formulaire *DC1* (en cas de candidature hors-DUME comme indiqué à l'article 5.3.2) ;
- et
  - une déclaration concernant le chiffre d'affaires réalisé au cours des trois (3) derniers exercices (formulaire *DC2*) (en cas de candidature hors-DUME, comme indiqué aux articles 5.3.2 et 5.4.6) ;
- si l'opérateur économique est en *redressement judiciaire*, la photocopie du ou des *jugements* prononcés à cet effet ;
- si le soumissionnaire emploie des salariés étrangers, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail.  
Cette liste doit comporter toutes les informations figurant à l'article D.8254-2 du code du travail (1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) ;
- en cas de groupement d'opérateurs économiques, si les membres ne signent pas tous l'acte d'engagement, le document d'habilitation signé par tous les membres du groupement ;
- les références récentes de l'opérateur économique pour des prestations similaires (trois dernières années) en nature et en importance à celles envisagées ;
- les effectifs au cours de ces trois dernières années,
- un descriptif du matériel, de l'équipement technique et des certificats de qualification établis par des organismes indépendants ;
- le pouvoir ou, le cas échéant, la délégation permettant au signataire d'engager l'opérateur économique. Ce document concerne chaque personne habilitée à engager le soumissionnaire, qu'il s'agisse d'un soumissionnaire unique ou d'un groupement d'opérateurs (chaque cotraitant). Le pouvoir sera signé sous forme manuscrite ou électronique par le délégant (qui donne le pouvoir) et par le délégataire (qui reçoit le pouvoir). Il sera signé électroniquement pour l'attribution ;
- une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'entreprise pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent accord-cadre ;
- les attestations de vigilance (attestations de régularité) prouvant que l'opérateur économique est à jour de ses obligations sociales et fiscales.

L'attestation sociale (URSSAF) doit comporter un code de sécurité et l'attestation de régularité fiscale un numéro de délivrance. L'attestation sociale doit être datée de moins de six (6) mois et l'attestation fiscale, en cours de validité.

Pour faciliter ces démarches, la DG FIP et l'URSSAF proposent un service en ligne sécurisé.

Les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA peuvent obtenir, de manière dématérialisée :

- l'attestation de vigilance fiscale depuis leur compte fiscal professionnel accessible depuis le site <https://www.impots.gouv.fr/accueil> ;
- l'attestation de vigilance sociale délivrée par l'URSSAF à partir de leur espace sécurisé sur le site <https://mon.urssaf.fr> (toutes les entreprises, hors entreprises sans salarié).

Ces deux attestations peuvent être sauvegardées, consultées et imprimées, autant de fois que nécessaire.

En tout état de cause, ces attestations devront être fournies avant la notification de l'accord-cadre, en cas d'attribution de ce dernier.

À défaut d'une production de ces attestations dans les délais imposés par l'administration, l'accord-

cadre ne pourra être attribué au candidat retenu.

Si, pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur.

### 5.5.2 Vérification des motifs d'exclusion

En application des dispositions de [R.2144-4](#) du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur n'exige que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas se trouver dans un des cas des motifs d'exclusion.

## 6 OFFRE

### 6.1 Présentation de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes, complétées et signées, le cas échéant :

- l'acte d'engagement (ATTRI1) au format Word, daté et signé ;
- l'(ou les) annexe(s) à l'acte d'engagement dédiée(s) au(x) lot(s) pour lequel (ou lesquels) l'opérateur soumissionne, aux formats Word ou Excel et PDF, datées et signées ;

**NOTA** : le soumissionnaire a la possibilité d'apporter des précisions éventuelles concernant l'annexe de prix **uniquement sur papier libre et en aucun cas sur l'annexe financière elle-même** ;

- l'annexe 1 au présent RC permettant de déclarer sur l'honneur l'absence de motifs d'exclusion, établie selon le modèle joint, à compléter, dater et signer ;
- l'annexe 3 au CCP, établie selon le modèle joint mentionnant :
  - les coordonnées des personnes habilitées à engager la société et celles des personnes chargées du suivi administratif et financier (identité/adresses électroniques de contact) ;
  - les jours et heures ouvrées de la société ;
- l'annexe 5 au CCP relative aux renseignements complémentaires, à renseigner pour la dématérialisation des pièces de la candidature ;
- un mémoire technique détaillant précisément les caractéristiques techniques de l'offre, dont notamment :
  - un descriptif des moyens de livraison à disposition pour l'exécution des prestations prévues dans les lots pour lesquels une offre est remise ;
  - un descriptif des moyens de contrôle qualité (propres à l'entreprise ou à des « tiers fournisseurs », auquel cas il est fait référence de l'entreprise assurant le contrôle qualité) garantissant la conformité du produit aux spécifications mentionnées dans le CCP régissant l'accord-cadre ;
  - une déclaration relative aux moyens de comptage détenus et aux moyens de suivi métrologique : étalonnage et/ou barèmage ;
- la fiche de données de sécurité relative à chaque carburant à approvisionner ;
- les certificats relatifs aux normes ISO 9001 et/ou ISO 14001, si le soumissionnaire en est titulaire ;
- un relevé d'identité bancaire, portant mention du code SWIFT.

S'il dispose de la signature électronique conforme aux dispositions détaillées dans l'article 11 du présent RC, le soumissionnaire peut fournir dans son pli, en complément des documents précités, l'acte d'engagement et ses annexes signées par voie électronique, de préférence au format PDF (signature PAdES), avec autorisation d'apposition des signatures ultérieures.

La signature, de préférence par voie électronique, sera requise uniquement auprès de l'attributaire du contrat.

### 6.2 Examen des offres

Les soumissionnaires sont informés que le pouvoir adjudicateur examinera les offres avant les candidatures.



Les prix utilisés pour l'étude du critère prix seront ceux renseignés dans les annexes financières à l'acte d'engagement transmises lors du dépôt de l'offre.

L'absence d'une annexe à l'acte d'engagement lors du dépôt de l'offre entraînera le rejet de l'offre ; dans ce cas, aucune régularisation ne sera possible.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

### 6.2.1 Critères d'attribution

#### 6.2.1.1 Lots 1, 3, 4, 5 et 6

Pour chacun de ces lots, l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des trois (3) critères listés ci-dessous, affectés chacun de leur coefficient respectif :

Critères d'attribution des lots 1, 3, 4, 5 et 6	Coefficient
Critère n°1 : montant des prestations : coût annuel des prestations, établi au regard du volume annuel de commande estimé.	70
Critère n°2 : évaluation de l'offre technique : nombre de dépôts de mise à disposition du carburant proposés par le soumissionnaire sur le territoire national.	20
Critère n°3 : évaluation qualitative et environnementale de l'offre au regard des certifications ISO 9001 et/ou 14001 détenues par le soumissionnaire.	10

#### 6.2.1.2 Lot 2 de gazole B0 dit biofree

Pour ce lot 2, l'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des deux (2) critères listés ci-dessous, avec leur coefficient respectif :

Critères d'attribution du lot 2	Coefficient
Critère n°1 : montant des prestations : coût annuel des prestations, établi au regard du volume annuel de commande estimé.	90
Critère n°2 : évaluation qualitative et environnementale de l'offre au regard des certifications ISO 9001 et/ou 14001 détenues par le soumissionnaire.	10

### 6.2.2 Méthode d'évaluation des offres

#### 6.2.2.1 Critère du montant des prestations

Pour chaque lot, le montant annuel des prestations sera établi par multiplication de la moyenne des prix unitaires fixés pour chaque région par le volume annuel des prestations du lot, tel qu'estimé en annexe 1 du CCP régissant le présent accord-cadre. Une pondération sera appliquée entre la moyenne établie pour les enlèvements de carburants et celle obtenue pour les livraisons par les moyens du titulaire selon la répartition suivante :

- 10% du volume estimé sera affecté de la moyenne des offres de prix fixées pour l'approvisionnement EXW ;

- 90 % du volume estimé sera affecté de la moyenne des offres de prix fixées pour la livraison DDP par les moyens du titulaire.

Les montants ainsi obtenus seront additionnés pour obtenir le montant annuel estimé pour le lot à attribuer.

L'offre financièrement la plus avantageuse se voit attribuer la note de 20/20.

Les autres offres sont ensuite notées selon les modalités suivantes :

- le montant annuel total de l'offre financièrement la plus avantageuse est divisé par le montant annuel total de l'offre à noter ;
- le résultat obtenu est alors multiplié par 20 pour obtenir une note sur 20 ;
- la note obtenue est arrondie au centième de point près.

#### 6.2.2.2 Critère d'évaluation technique de l'offre

Cinq (5) Échelons territoriaux du SEO (ETSEO) sont implantés sur le territoire hexagonal, affectés respectivement d'un périmètre géographique de compétence logistique tel que présenté sur la carte figurant en annexe 2 au présent RC.

Toute offre réceptionnée ne comportant pas, a minima, un « point de mise à disposition du carburant » dans la zone géographique attribuée à chaque (ETSEO), sera considérée comme ne répondant pas aux exigences techniques fixées dans les documents de la consultation. Ladite offre sera déclarée irrégulière au regard des dispositions de l'article [R.2152-1](#) du Code de la commande publique et sera, à ce titre, écartée du classement permettant d'attribuer ce lot.

Pour le lot 6, dédié à l'approvisionnement en carburants en Corse, le soumissionnaire devra justifier, a minima, de la mise à disposition d'un point d'enlèvement implanté en Corse.

L'évaluation du présent critère technique s'effectuera au regard des éléments renseignés dans les annexes à l'acte d'engagement numérotées : « n°de lot.3 ».

Pour chaque lot examiné, l'offre proposant le plus grand nombre total de points de mise à disposition du carburant se voit attribuer la note de 20/20.

Les autres offres sont ensuite notées selon les modalités suivantes :

- le nombre total de points de mise à disposition de l'offre à noter est divisé par le nombre total de dépôts proposé dans l'offre ayant obtenu la note de 20/20 ;
- le résultat obtenu est alors multiplié par 20 pour obtenir une note sur 20 ;
- la note obtenue est arrondie au centième de point près.

#### 6.2.2.3 Critère d'évaluation qualitative de l'offre

Ce critère sera noté par application des dispositions précisées dans le tableau suivant :

Conditions à remplir	Note attribuée
L'entreprise en charge d'exécuter les prestations est détentrice d'une certification ISO 9001 en vigueur.	5/10
L'entreprise en charge d'exécuter les prestations est détentrice d'une certification ISO 140001 en vigueur.	5/10

#### 6.2.3 Classement des offres

Pour chacun des lots, les notes obtenues à l'issue de l'étude des trois critères de choix seront ensuite pondérées au moyen des coefficients prédéfinis au paragraphe 6.2.1 du présent RC, afin d'établir la note finale de chacune des offres réceptionnées.



Note finale pour les lots 1, 3, 4, 5 et 6 :

= 0,70 x Note obtenue pour le critère financier  
+ 0,20 x Note obtenue pour le critère technique  
+ 0,10 x Note obtenue pour le critère qualitatif et environnemental.

Note finale pour le lot 2 :

= 0,90 x Note obtenue pour le critère financier  
+ 0,10 x Note obtenue pour le critère qualitatif et environnemental.

Les offres sont classées par ordre décroissant des notes finales.

En cas d'égalité de points sur la note finale, les offres classées ex-aequo seront départagées en fonction de la meilleure note obtenue pour le critère le plus important dans l'ordre de priorité (l'importance est déterminée par le coefficient attribué).

L'offre la mieux classée est retenue provisoirement dans l'attente de l'examen des candidatures.

Si la candidature inhérente à cette offre est régulière, l'accord-cadre est attribué à l'opérateur économique ayant présenté cette offre.

### **6.3 Durée de validité des offres**

Les offres sont valables cent-quatre-vingt jours à compter de la date limite de remise des offres (DLRO).

En tant que de besoin, le pouvoir adjudicateur peut solliciter des candidats ou des soumissionnaires la prorogation du délai de validité des offres. Pour ce faire, il transmet, pour accord, sa demande à l'ensemble des candidats ou soumissionnaires via la plateforme PLACE.

La demande précise la durée de prorogation de la validité des offres.

### **6.4 Échantillons**

Sans objet, aucun échantillon n'étant requis dans la présente procédure.

## **7 MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PLIS**

### **7.1 Date et heure limites de réception des plis**

Les plis électroniques et les copies de sauvegarde devront être transmis avant le :

**10 avril 2025 à 17h00** (Heure de Paris)

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus, au plus tard, à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus.

Les plis et leur « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

### **7.2 Modalités de transmission des plis**

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

En cas d'envois successifs seul le dernier envoi réceptionné avant la date limite de remise des plis est admis.

Les plis antérieurs seront rejetés sans être examinés.

Hormis les cas de dysfonctionnement avéré de la PLACE, aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr> .

### 7.3 Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .PDF, .doc, .xls, .ppt, odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpeg, png et les fichiers html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- formats exécutables, en particulier les .exe, .com, .scr ;
- macros ;
- activeX, Applets, scripts, etc.

### 7.4 Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés.

### 7.5 Copie de sauvegarde

Il est fortement conseillé au candidat/soumissionnaire de faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres

Cette copie de sauvegarde est transmise au pouvoir adjudicateur :

- de préférence, sur support physique électronique ;
- ou à défaut, en cas d'impossibilité avérée, sur support papier.

Elle est placée dans un pli comportant les mentions suivantes :

- « copie de sauvegarde » ;
- intitulé de la consultation ;
- nom ou dénomination du candidat.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde, en main propre contre récépissé<sup>1</sup>, le fait à l'adresse suivante :

- Centre de soutien technique et administratif (CSTA)  
Bureau achats / Section CARBURANTS  
47, rue Sainte Catherine  
CS 60016  
54035 Nancy Cedex

### 7.6 Antivirus

Le candidat ou le soumissionnaire doit s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

### 7.7 Mode de secours de transmission des plis

Il est rappelé que l'opérateur économique est invité à vérifier la configuration de son poste avant la date limite de dépôt des plis.

Si toutefois l'opérateur économique n'est pas en mesure de déposer son pli avant la date limite de dépôt pour des raisons liées à un blocage technique du site PLACE, il doit utiliser l'assistance en ligne du site de la PLACE. Une fois le formulaire en ligne renseigné et envoyé, le numéro d'appel de l'assistance s'affiche.

Dans le cas où le problème ne serait pas résolu avec l'assistance en ligne de la PLACE, la procédure de secours suivante est à utiliser :

---

<sup>1</sup> Le dépôt doit être réalisé les jours ouvrés de 9 h 00 à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 00.

- envoi d'un courriel au pouvoir adjudicateur aux deux adresses suivantes [christine.reuille@intradef.gouv.fr](mailto:christine.reuille@intradef.gouv.fr) et [csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr), en indiquant le numéro de la demande d'assistance fourni par l'aide de la PLACE et en prouvant par une copie écran ou autre, que le problème du dépôt de pli provient d'une défaillance ou d'une maintenance technique de la PLACE ;
- le PA prolonge la DLRO de 24h sur la PLACE afin de permettre aux opérateurs économiques impactés par le blocage de déposer leur pli comme prévu initialement sur la consultation. La décision d'accepter les plis transmis dans le cadre de cette prolongation relève du pouvoir adjudicateur, après vérification des éléments relatifs au blocage par le service de support de la PLACE.

## 8 ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est attribué au soumissionnaire dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent RC.

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées aux articles [R.2181-1 et suivants](#) du Code de la commande publique.

### 8.1 Vérification des motifs d'exclusion : transmission des moyens de preuve

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre signe et transmet, dans le délai fixé dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement (ATTR1), à compléter et à faire également signer, le cas échéant, par tous les membres du groupement d'opérateurs économiques.

L'ATTR1 aura, préalablement à cet envoi, été modifié par le pouvoir adjudicateur par l'ajout du numéro d'engagement juridique ;

- le cas échéant, la délégation de pouvoir contresignée par la personne habilitée à engager la personne morale ;
- en cas de modification en cours de passation de la procédure (demande de précision et mise au point), l'annexe à l'acte d'engagement correspondante ;
- si le soumissionnaire est établi en France, il fournit également :
  - pour les entreprises en cours d'inscription - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (CFE) ;
  - si ces documents n'ont pas encore été fournis ou qu'ils ne sont pas disponibles sur PLACE, le(s) certificat(s) suivant(s), délivré(s) par les administrations et organismes compétents :
    - certificat de conformité aux obligations fiscales (au titre de l'impôt sur le revenu, de l'impôt sur les sociétés et/ou de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
    - certificat de l'article L.243-15 du Code de la sécurité sociale, connu sous le nom d'attestation de vigilance ;
  - pour tout employeur occupant au moins vingt salariés, le certificat délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des personnes handicapées (AGEFIPH), concernant le respect des dispositions des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail, relatives à l'emploi des travailleurs handicapés.
- Si le soumissionnaire est établi hors de France, il fournit également :
  - un document mentionnant son numéro individuel d'identification, attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le soumissionnaire n'est pas établi dans un pays de l'Union européenne, un document mentionnant l'identité et l'adresse du candidat ou les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
  - un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à

défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article [L. 243-15](#) du code de la sécurité sociale ;

- un extrait du registre pertinent au sens de l'article [R.2143-9](#) du Code de la commande publique, ou un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine, attestant de l'absence de cas d'exclusion.
- Pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre ; le cas échéant, en cas de recours à des travailleurs détachés, dans les conditions définies à l'article [L.1262-1](#) du Code du travail :
  - l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSi » du ministère chargé du travail, conformément aux articles [R.1263-5](#) et [R.1263-7](#) du Code du travail ;
  - une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles [L.1263-6](#), [L.1264-1](#), [L.1264-2](#) et [L.8115-1](#) du Code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Lorsque le soumissionnaire est établi hors de France, lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire ne délivrent pas les moyens de preuve ou si les documents délivrés ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, le soumissionnaire peut fournir une déclaration sous serment, ou dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de pays d'origine ou d'établissement.

## **8.2 Mise au point éventuelle**

Le pouvoir adjudicateur et le soumissionnaire retenu peuvent procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre. Cette mise au point ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre ou du présent accord-cadre.

## **8.3 Signature de l'accord-cadre**

À défaut d'offre signée dès la phase de remise des offres ou de conformité de la signature électronique initialement apposée constatée en phase d'attribution, l'attributaire appose la signature originale sur l'ATTR11 et le fait parvenir au pouvoir adjudicateur dans le délai imparti.

La signature électronique est souhaitée prioritairement par le pouvoir adjudicateur.

L'accord-cadre est signé par le soumissionnaire retenu au moyen de l'acte d'engagement (formulaire ATTR11) qui lui est adressé par le pouvoir adjudicateur.

La signature électronique doit respecter les exigences prévues à l'article 11 du présent règlement de consultation : « MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE ».

## **9 LANGUE**

Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français. En cas de candidature sous forme de *DUME*, ce dernier doit être rédigé en français.

## **10 CONTENTIEUX**

Voies et délais de recours :

- 1) Référé pré contractuel ([article L.551-1](#) du Code de la Justice Administrative – CJA), la requête devant être introduite avant la conclusion du contrat.
- 2) Recours pour excès de pouvoir contre la décision du pouvoir adjudicateur d'abandonner la procédure de marché en la rendant infructueuse ou sans suite et/ou contre les clauses réglementaires du contrat dans un délai de deux mois ([article R.421-1](#) du CJA) à compter de la publication ou notification

de la décision attaquée.

- 3) Référé contractuel (article [L.551-13](#) du CJA) dans un délai de trente et un jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de six mois à compter de la conclusion du contrat).
- 4) Recours en contestation de validité du contrat ([recours](#) de pleine juridiction par la décision du Conseil d'État du 4 avril 2014 Département du Tarn-et-Garonne, n°358994) par tout tiers susceptible d'être lésé dans ses intérêts, assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires, dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion de l'accord-cadre.
- 5) Recours indemnitaire (article [R.421-1 et suivants](#) du CJA), dans les deux mois à compter d'une décision expresse, ou sans délai pour une décision implicite, rejetant une demande préalable, et sous réserve des dispositions relatives à la prescription quadriennale. Les recours contre les actes pris pour l'exécution du contrat se font dans les délais prévus par ceux-ci.

Le **tribunal compétent** est le :

- Tribunal Administratif de Nancy  
5 Place de la Carrière  
CO 20038  
54036 Nancy Cedex  
Tél. : +33 3 83 17 43 43,  
Télécopie : +33 3 83 17 43 50  
Courriel : [greffe.ta-nancy@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nancy@juradm.fr)  
Site Internet : <https://nancy.tribunal-administratif.fr>.

**Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :**

- Centre de soutien technique et administratif (CSTA)  
47 rue Sainte Catherine  
CS 60016  
54035 Nancy Cedex  
Tél. : +33 3 83 19 33 56  
Courriel : [csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr](mailto:csta-ba-carb.contact.fct@intradef.gouv.fr).

## 11 MODALITÉS DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE

Chaque document à signer doit être signé individuellement.

Un dossier compressé signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. Quel que soit le format du dossier compressé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

L'ATTRI1 retourné in fine par le soumissionnaire (après retour du pouvoir adjudicateur comme mentionné à l'article 8.1 supra) sera signé au format PDF.

D'une manière générale, la signature des documents est souhaitée de préférence au format PDF intégrant une signature conforme aux exigences du présent article au format PAdES. Il est demandé de veiller à autoriser l'apposition des signatures ultérieures sur les documents signés.

En application de [l'arrêté du 22 mars 2019](#) relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire doit respecter les conditions relatives :

- 1) au certificat de signature électronique ;
- 2) à l'outil de signature électronique (appelé aussi « dispositif de création de signature électronique »).

La signature électronique doit reposer sur un certificat qualifié, conforme au Règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Sont autorisées :

- la signature électronique avancée avec certificat qualifié (niveau 3) ;
- la signature électronique qualifiée (niveau 4).
- 1<sup>er</sup> cas : certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et répondant aux exigences du règlement européen eIDAS.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui fournit un ou des services de confiance qualifiés et a obtenu le statut qualifié de l'organe chargé du contrôle (article 3.20 du règlement eIDAS).

Des listes de prestataires de confiance sont disponibles :

- sur le site de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ;

Lorsque le signataire utilise un certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement européen eIDAS et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur de l'acheteur, aucun justificatif n'est à fournir sur la procédure de vérification de la signature électronique.

- 2<sup>nd</sup> cas : certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes du règlement européen eIDAS et notamment celles de son annexe I.

Le signataire remet lors du dépôt du document signé le mode d'emploi et tous les éléments nécessaires permettant de procéder gratuitement à la vérification de la validité de la signature électronique, conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, notamment, le cas échéant, une notice d'explication en français.

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

#### Exigences relatives à l'outil de signature

Le signataire utilise l'outil de signature électronique de son choix (logiciel, service en ligne à l'instar du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, parapheur électronique, etc.) pour apposer la signature avec le certificat utilisé.

L'outil est conforme aux formats réglementaires (XAdES, CAdES ou PAdES) et doit produire des jetons de signature.

S'il utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, cet outil doit être conforme aux exigences du règlement européen eIDAS et notamment celles fixées à son annexe II. Le signataire doit transmettre le mode d'emploi permettant à l'acheteur de procéder aux vérifications nécessaires.

Quels que soient l'outil utilisé, celui-ci ne doit ni modifier le document signé ni porter atteinte à son intégrité.

Le signataire, titulaire du certificat de signature, doit avoir le pouvoir d'engager la société. Il peut s'agir soit du représentant légal de la société soit d'une personne qui dispose d'une délégation de signature.

Dans la situation d'un groupement d'opérateurs économiques, soit tous les membres du groupement signent, soit le mandataire qui doit justifier des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

#### Nommage des fichiers

Le nom de chaque document transmis par voie électronique est nommé de la façon suivante :

2024\_Appro\_Gaz\_SP\_\_*nom de la société\_nom du document*

#### Exemples :

- 2024\_Appro\_Gaz\_SP\_Nom société\_DUME
- 2024\_Appro\_Gaz\_SP\_Nom société\_DC1
- 2024\_Appro\_Gaz\_SP\_Nom société\_ATTRI1
- 2024\_Appro\_Gaz\_SP\_Nom société\_Ann1\_ATTRI1
- 2024\_Appro\_Gaz\_SP\_Nom société\_Ann2\_ATTRI1

## 12 ANNEXES ET PIÈCES JOINTES

- Annexe 1 : déclaration sur l'honneur portant sur l'absence de motifs d'exclusion ;
- Annexe 2 : carte de la répartition des zones géographiques d'influence attribuées à chaque ETSEO ;
- Pièce jointe 1 : présentation du DUME ;
- Pièce jointe 2 : compléter un DUME rapidement.